



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 04 novembre 2019

Extrait de la délibération affiché le **12 novembre 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, **le quatre novembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 octobre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Corinne **LEVILLAIN**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (présent à partir de la délibération n°153), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Juliette **LOZACH** (présente à partir de la délibération n°151), Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Absents

Franck **DORAY**
Frédéric **LE CAM**
Karine **LOUISET**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 04 novembre 2019

2019.11/INFO16

INFORMATION : DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEES A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION.

M. Daniel FIDELIN, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe des domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

1) Travaux de remise en état du gymnase Jean Prévost – lot n°04 « sol sportif » - Avenant n°01 (DE1909I1 8M), acte certifié exécutoire le 16/09/2019

Dans le cadre du marché de travaux de sol sportif pour la remise en état du gymnase Jean Prévost, notifié à la SAS PBI (22 avenue Marcel Le Mignot 76700 GONFREVILLE L'ORCHER), un avenant a été signé avec cette entreprise concernant le remplacement de 6 m² supplémentaires de sol amianté, afin de rattraper l'intégralité du lé pour une meilleure tenue dans le temps du nouveau revêtement.

Le montant de cette prestation supplémentaire, non prévue au marché, s'élève à 620,40 € HT soit 744,48 € TTC.

Le montant du marché qui était initialement de 5.934,20 € HT soit 7.121,04 € TTC, passe aujourd'hui à 6.554,60 € HT soit 7.865,52 € TTC.

Imputation budgétaire : 2135-411

2) Travaux d'aménagement des locaux de la cité administrative pour l'accueil du service Enfance Jeunesse Scolaire – lot n°01 « menuiserie intérieure » - Avenant n°01 (DE1909I1 9M), acte certifié exécutoire le 16/09/2019

Dans le cadre du marché de travaux de menuiserie intérieure pour l'aménagement des locaux de la cité administrative, notifié à la SAS OMONT (ZA les hautes vallées - rue des hautes vallées 76930 OCTEVILLE SUR MER), un avenant a été signé avec cette entreprise concernant la réalisation des prestations suivantes :

- Chaufferie : Fourniture d'une trappe de visite CF *suite demande Bureau de contrôle* : **217.83 € HT**
- SAS sanitaire : Fourniture et pose d'un bloc porte supplémentaire *suite modification plan aménagement* : **156.40 € HT**
- Zone de liaison espace jeunesse : Fourniture et pose bloc porte + faux plafond *suite modification plan* : **425.53 € HT**

- Espace jeunesse : Fourniture et pose de doublage
modification plan : **4 544.29 € HT**

Le montant de ces prestations supplémentaires, non prévues au marché, s'élève à 5.344,05 € HT soit 6.412,86 € TTC.

Cet avenant concerne également la suppression des travaux suivants, initialement prévus au marché, pour une moins-value totale de 397,75 € HT soit 477,30 € TTC :

- WC : doublage placo et pose de plinthes : **241.35 € HT**
- Local femme de ménage : pose d'un bloc porte : **156.40 € HT**

Le montant du marché qui était initialement de 50.833,33 € HT soit 61.000,00 € TTC, passe aujourd'hui à 55.779,63 € HT soit 66.935,56 € TTC.

Imputation budgétaire : 2135-422

3) Travaux d'aménagement des locaux de la cité administrative pour l'accueil du service Enfance Jeunesse Scolaire – lot n°04 « menuiserie extérieure » - Avenant n°01 (DE1909I1 9M), acte certifié exécutoire le 16/09/2019

Dans le cadre du marché de travaux de menuiserie extérieure pour l'aménagement des locaux de la cité administrative, notifié à la SAS OMONT (ZA les hautes vallées - rue des hautes vallées 76930 OCTEVILLE SUR MER), un avenant a été signé avec cette entreprise concernant la non-réalisation d'une pose de fenêtre en remplacement dans le local de rangement RAM.

Le montant de cette prestation supprimée, prévue au marché, s'élève à 650,00 € HT soit 782,00 € TTC.

Le montant du marché qui était initialement de 27.079,00 € HT soit 32.494,80 € TTC, passe aujourd'hui à 26.429,00 € HT soit 31.714,80 € TTC.

Imputation budgétaire : 2135-422

4) « les jardins de la ville » : désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la concertation préalable à la procédure de ZAC et de la concession d'aménagement (DE1911I1 1M), acte certifié exécutoire le 01/10/2019

Suite à la consultation lancée le 26 juin 2019, un marché de prestations intellectuelles pour la désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la concertation préalable à la procédure de ZAC et de la concession d'aménagement dans le cadre de l'opération « les jardins de la ville » a été signé avec le cabinet Expertise urbaine (26 rue des amandiers 92000 NANTERRE), pour un montant de 21.050,00 € HT soit 25.260,00 € TTC.

Imputation budgétaire : 6045-70

5) Gardiennage du chantier du complexe sportif de la Belle Etoile (DE1911I1 2M), acte certifié exécutoire le 11/10/2019.

Suite à la consultation lancée le 12 septembre 2019 pour la réalisation d'une prestation de gardiennage sur le chantier du complexe sportif, un accord-cadre à bons de commande a été signé avec la société 2SP (5 rue des Indes noires 80440 BOVES).

Cet accord-cadre est signé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, sans reconduction possible. Les prestations objet de l'accord-cadre sont susceptibles de varier de la façon suivante :

Montant minimum annuel HT : 8.500,00 €

Montant maximum annuel HT : 60.000,00 €

Imputation budgétaire : 2313-411-1040

SERVICE FINANCES :

1) Modification de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public (DE1911I1-1F), acte certifié exécutoire le 26/09/2019

Afin de clarifier le périmètre d'action du régisseur titulaire et du mandataire suppléant quant à l'encaissement des terrasses qui ne leur incombe pas, il est nécessaire de modifier l'article 1 de l'acte constitutif de la régie :

« Article 1^{er} : Il a été institué une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public, excepté pour les terrasses. »

L'ensemble des articles de la régie demeure inchangé.

2) Modification de la régie de recettes pour l'encaissement des droits de place sur le marché hebdomadaire du jeudi matin et à l'occasion des foires, marchés spéciaux et venue des cirques (DE1911I1-2F), acte certifié exécutoire le 26/09/2019

Pour des raisons organisationnelles, le régisseur titulaire encaissera les recettes liées aux terrasses. De ce fait, l'article 2 est ainsi modifié :

« Article 1^{er} : Il a été institué une régie de recettes à la Ville de Montivilliers pour l'encaissement des droits de place sur le marché hebdomadaire du jeudi matin et à l'occasion des foires, marchés spéciaux et venue des cirques ainsi que pour les terrasses. »

Pour information, l'ensemble des articles de la régie demeure inchangé.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.